

Financer l'innovation

Le développement et l'adoption de technologies innovatives, celles dont le but est de protéger l'environnement ainsi que celles conçues pour améliorer l'efficacité industrielle, dépendent énormément de la disponibilité des ressources financières. Les modèles japonais de financement pourraient servir comme exemples pour le gouvernement et l'industrie canadiens.

Au Japon, le gouvernement ne verse pas d'argent directement aux entreprises pour qu'elles améliorent leur performance environnementale. Il crée plutôt des institutions dotées de fonds privés, fonctionnant à bout de bras, qui fournissent des capitaux à l'industrie à des taux d'intérêt très bas, afin qu'ils puissent améliorer l'équipement et rationaliser les processus de production. Par ailleurs, c'est plus économe à long terme d'installer de l'équipement, à cause de l'introduction des stimulants au marché, qui accordent à ce moment-là une réduction d'impôts. En effet, la taxe sert à stimuler l'investissement à long terme en protection environnementale.

Au cours des années 1970, le gouvernement japonais a joué un rôle plus direct. Entre 1972 et 1978, il prêta 1 trillion de yen par année à des taux d'intérêt très bas. Cet argent, dont un tiers devait servir à installer des mécanismes de contrôle de pollution, fut investi pour équiper des centrales d'énergie.

Au Canada on se pose la question suivante; un tel financement serait-il considéré comme une subvention inéquitable d'après les conditions de l'Accord du libre-échange de 1989 entre le Canada et les Etats-Unis? Toutefois, une telle aide financière serait acceptable pourvu qu'elle soit accessible sur une base compétitive, ainsi que dans le cas des crédits d'impôts pour la recherche et le développement. Le gouvernement fédéral pense présentement à créer des corporations de financement, une façon de faciliter l'accès aux capitaux à des coûts peu élevés.

2) LA PRISE DE DECISION ET LA COOPERATION

Les institutions

Une bonne partie du succès qu'a connu le Japon dans le domaine de la protection de l'environnement peut être attribué à la coopération entre les législateurs et l'industrie. En partie, cette coopération est le fruit de la nécessité; la réaction publique aux problèmes graves de l'environnement au Japon l'a poussé à adopter une approche proactive envers l'assainissement de l'environnement. Pourtant, ce n'était pas évident de créer des liens coopératifs à travers divers secteurs de la société. Le Japon, comme le Canada, subissait un débat intense entre les intérêts qui représentaient l'industrie et ceux qui